

Pour diffusion immédiate

Mercredi 15 mai 2019

Paris – Aujourd’hui, les Palestiniens de Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem Est, d’Israël et de la diaspora font mémoire des soixante et onze ans depuis la Nakba (Terme arabe pour désigner “La catastrophe”). Ils se souviennent de la destruction délibérée de plus de 400 villes et villages palestiniens et de l’exode planifié et contraint de plus de 750.000 hommes, femmes et enfants de leurs demeures ancestrales entre 1947 et 1948, pour permettre la création de l’Etat d’Israël. Nous regrettons profondément que le gouvernement d’Israël ait rendu illégale la reconnaissance de la Nakba en Israël, déniait à beaucoup de ses citoyens le droit de reconnaître un événement historique central pour l’histoire palestinienne¹.

En novembre 1947, l’Assemblée Générale des Nations Unies a voté la résolution 181 qui prévoyait la partition de la Palestine mandataire en un Etat arabe et un Etat juif. En décembre 1948, l’Assemblée Générale des Nations Unies a voté la résolution 194 accordant aux Palestiniens le droit au retour ou à des compensations. Bien que cette résolution ait été réaffirmée par les Nations Unies plus de 135 fois et que des résolutions ultérieures l’aient renforcée, dont les résolutions des Nations Unies 393, 2452 et 3236, aucune de ces résolutions n’a été mise en œuvre et l’Etat d’Israël n’a pas été tenu responsable de son refus d’accorder aux Palestiniens le droit au retour qui y est prévu.

Le 30 mars 2018, les manifestations de la Grande Marche du Retour ont rappelé l’attention du monde sur cette situation, alors que des milliers de Palestiniens enfermés à l’intérieur de la Bande de Gaza exigeaient une fin au blocus israélien de Gaza depuis onze années et leur droit à revenir dans leurs maisons familiales. Pendant l’année qui a suivi, 195 Palestiniens – y compris des médecins, des journalistes, dûment identifiés comme tels, et 41 enfants – ont été tués et 29.000 autres personnes blessées².

La Nakba n’est pas simplement un événement historique gravé dans l’histoire nationale et dans la mémoire collective palestiniennes. C’est une catastrophe qui se poursuit pour les Palestiniens qui continuent à subir la confiscation de leurs terres pour permettre l’expansion de colonies illégales israéliennes, les démolitions de leurs maisons, la destruction de leurs oliviers centenaires et le déni de leurs droits au retour. Nous sommes proches de la cinquième génération de Palestiniens à être nés comme réfugiés déplacés, apatrides ayant vécu sous 52 années

¹ La « Loi sur la Nakba » de 2011 autorise le Ministre des Finances Israélien à révoquer les subventions des institutions qui rejettent le caractère d’Israël comme un « Etat juif » ou qui célèbrent le jour de l’indépendance du pays comme un jour de deuil.

² UNWRA. “une année de Grande marche du retour à Gaza: impact sur les réfugiés palestiniens et les services rendus par l’UNWRA”, 2019, consultable sur:

https://www.unrwa.org/sites/default/files/content/resources/gaza_gmr_one_year_on_report_eng_final.pdf. “

d'occupation militaire israélienne, prisonniers d'un blocus terrestre, maritime et aérien impose par Israël et par l'Égypte, ou traités comme des citoyens de seconde zone d'Israël.

Pax Christi International et son organisation membre Pax Christi France sont particulièrement engagés en faveur du bien-être des 5,4 millions de réfugiés palestiniens recensés dans les Territoires Occupés, y compris ceux de Jérusalem Est et ceux de la Bande de Gaza, et ceux des camps de réfugiés au Liban, en Jordanie et en Syrie. L'impact dévastateur de la suppression récente de toute aide aux Palestiniens prise par l'administration Trump – y compris les subventions américaines à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNWRA) – ne doit pas être sous-estimé. L'Agence est confrontée à une demande accrue d'aides au fur et à mesure que la situation humanitaire se dégrade et que les droits humains des réfugiés continuent d'être violés³.

“Lorsque les moyens de l'UNWRA sont coupés, ceci a un impact réel sur la jeunesse, qui constitue la majorité des habitants des trois camps de réfugiés de Bethléem” nous a expliqué Rania Giacaman Murra, Directrice de l'Institut Arabe d'Éducation de Bethléem. “ Le résultat de ces coupes, c'est que ces jeunes ont moins accès à l'éducation, à la santé, à la sécurité et à des opportunités de travail. Beaucoup de ceux avec qui nous travaillons ont choisi les coupes budgétaires de l'UNWRA comme sujet de notre projet de plaidoyer en faveur des jeunes. Ils disent aussi que la communauté internationale devrait faire respecter son engagement en faveur du droit au retour des Palestiniens.”

L'Union Européenne et plusieurs pays, dont la France, ont répondu au besoin urgent de l'UNWRA de combler ce déficit de ressources imprévu. Pourtant, l'UNWRA a dû procéder à des coupes dans plusieurs programmes essentiels, et d'autres encore sont menacés. Jusqu'à ce que tous les Palestiniens soient libres de réaliser tout leur potentiel dans la liberté et dans la dignité, des ressources plus conséquentes doivent absolument leur être fournies et sécurisées.

Notre Mouvement pour la Paix appelle la communauté internationale à agir dès aujourd'hui pour s'assurer que des subventions en faveur de services humanitaires nécessaires aux Palestiniens soient garanties, et à appeler à des efforts plus conséquents en faveur d'un processus de paix et de réconciliation qui reconnaisse et protège la dignité humaine et les droits des Palestiniens et des Israéliens au même niveau. Nous croyons que ceci ne peut être accompli que par un engagement puissant à faire respecter le droit international et les résolutions des Nations Unies.

Contact: Antoine BILLET - communication@paxchristi.cef.fr – tel: 01 44 49 06 36

³ UN News, 'Palestine refugee crisis 'expanding'; leaving highest number at risk this century across Gaza', “ La crise des réfugiés palestiniens s'étend; le nombre le plus élevé de réfugiés en situation de risqué au cours de ce siècle dans Gaza”, 29 Janvier 2019, consultable sur: <https://news.un.org/en/story/2019/01/1031562>.